

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 rue Weber  
CS 52002  
30907 NIMES CEDEX 02

Nîmes, le 07/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PAPREC MEDITERRANEE**

Chemin des Falaises  
lieu-dit les terrasses  
30131 PUJAUT

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement PAPREC MEDITERRANEE implanté Chemin des Falaises lieu-dit les terrasses 30131 PUJAUT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans un contexte de canicule afin de vérifier si l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral en ce qui concerne le risque incendie. De plus suite à l'arrêt total d'activité d'un acteur du domaine des déchets sur les régions Occitanie et PACA, une partie du flux de ces déchets est susceptible d'être orienté vers ce type d'installation et il est nécessaire de s'assurer qu'aucun sur-stockage n'est alors engendré.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC MEDITERRANEE
- Chemin des Falaises lieu-dit les terrasses 30131 PUJAUT
- Code AIOT dans GUN : 0006600663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La SAS PAPREC RESEAU dont le siège social se trouve 39 rue de Courcelles 75008 PARIS et le siège local chemin des Falaises 30131 PUJAUT est autorisée à l'exploitation de son centre de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de PUJAUT, lieu-dit « Les Terrasses », parcelles N°s 1392, 1409, 1410, 1429, 1496, 1497, 1498, 1537, 513, 514 et 530 de la section C du plan cadastral.

La capacité de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux est de l'ordre de 55736 t/an.

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) exploitées sur ce site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11.058N du 16 mai 2011 et par les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires, n°14.004N et n°14.101N des 14 janvier 2014 et 21 juillet 2014.

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un hangar fermé de 2391 m<sup>2</sup> de surface, abritant les activités de tri, conditionnement et stockage de déchets non dangereux,
- un broyeur déchiqueteur à papier,
- une presse hydraulique à balles,
- un coupe bobine électrique,
- un pont bascule,
- une cour goudronnée pour le stockage des bennes en attente de tri ou d'expédition,
- une aire extérieure pour le stockage des bennes vides,
- une aire extérieure de stockage de déchets de bois,
- un auvent n° 1 d'une surface de 320 m<sup>2</sup>,
- un auvent n° 2 d'une surface totale de 500 m<sup>2</sup>,
- un auvent n° 3 d'une surface de 1500 m<sup>2</sup>,
- une aire extérieure pour le stockage de cartons d'une surface 85 m<sup>2</sup>.

Le site emploie 18 personnes hors chauffeur.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque incendies
- Stockage des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il n'est pas constaté de sur-stock de déchets et l'exploitant indique qu'il ne reçoit pas de flux supplémentaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maîtrise du risque d'incendie de forêts.	Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.2	/	Sans objet
Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.9	/	Sans objet
Protection contre la foudre.	Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.11	/	Sans objet
Entretien des moyens de secours.	Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.12.1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.13.	/	Sans objet
Conformité aux plans et données du dossier - Modifications	Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 1.6	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que l'ensemble des moyens d'intervention en cas d'incendie a été contrôlé et est apparu opérationnel avant la période estivale.

## 2-4) Fiches de constats



**Nom du point de contrôle : Maîtrise du risque d'incendie de forêts.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra notamment assurer en permanence un débroussaillage sur une périphérie de 100 m autour du site, y compris sur les terrains appartenant aux tiers voisins si nécessaire, conformément aux dispositions de l'article L.332-er du Code Forestier et de l'article 8 du Htre 1 de l'arrêté préfectoral n°2002-218-6 du 6 août 2002 concernant les mesures de police en vue de prévenir les incendies de forêts
<b>Constats :</b> Le débroussaillage des abords a été réalisé à la fin du mois de mai 2022 et est constaté le jour de l'inspection.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Matériel électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 et ses textes d'application. Un plan des zones à risques d'explosion est établi et porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Des rapports de contrôle, effectués tous les ans par un organisme compétent, doivent être établis et doivent être mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le contrôle des installations électriques a été réalisé par l'APAVE le 25 mai 2022 (rapport 10268177-005-1) La thermographie a été faite le 7 juin 2021 et la prochaine est programmée le 26 juin 2022
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Protection contre la foudre.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le centre de tri et ses installations annexes sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégés contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.  Article 9.11.1. Étude préalable. La réalisation des dispositifs de protection doit être précédée d'une analyse du risque foudre et d'une étude technique. L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.  Article 9.11.2. Suivi des dispositifs de protection. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Le contrôle du système de protection contre la foudre a été réalisé le 13 décembre 2022 et il est conforme.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entretien des moyens de secours.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.12.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.  L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées. Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention.
<b>Constats :</b> Un contrôle des moyens d'extinction est réalisé mensuellement. Le résultat du dernier contrôle du 27 mai 2022 est présenté. Un exercice incendie a été réalisé le 21 avril 2022. Un autre est programmé le 20 juin 2022. Les extincteurs ont été contrôlés le 2 septembre 2021. Les RIA ont été contrôlés le 3 janvier 2022, 3 sont à réparer, le devis est signé, l'intervention est prévue la semaine suivant l'inspection. Les poteaux incendie ont été contrôlés le 2 septembre 2021.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 9.13.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- un plan des différents stockages est affiché sur un support inaltérable à l'entrée du site ;</li><li>- deux poteaux d'incendie normalisés de 100 mm de diamètre, d'un débit unitaire minimum de 60 m3/h, installés l'un au niveau de l'entrée principale du centre et l'autre au niveau de celle de secours, permettant un débit simultané minimum de 120 m3/h, implantés à 100 mètres au plus du risque. La mise en place du deuxième poteau pourra être remplacée par l'installation d'une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m3 ;</li><li>- 8 robinets d'incendie armés de 40 mm de diamètre, dont 4 situés dans l'extension du centre de tri ;</li><li>- 2 robinets d'incendie armés de 40 mm de diamètre, installés au niveau de l'auvent n°3 ;</li><li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, bien visibles et facilement accessibles, à raison d'un appareil pour 200 m2. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockés,</li><li>- des extincteurs à CO2 pour la protection des installations électriques ;</li><li>- un extincteur sur roues de 50 kg, à proximité de la zone de stockage et de distribution d'hydrocarbures,</li><li>- un système d'aspersion d'eau, positionné au-dessus de la presse et du broyeur, actionné par déclenchement manuel,</li><li>- un système de détection automatique d'incendie ,</li><li>- un système d'alarme incendie, Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge de façon à les repérer facilement.</li></ul>
<b>Constats :</b> Un plan est tenu à jour et présent dans une boîte à l'entrée du site à destination du SDIS. Sur ce plan figure les stockages.  Il y a 2 poteaux testé le 2 septembre 2021 par Mondial feu (91,7 m3/h et 72,4 m3/h) Il y a 2 réserves : 30 m3 et 100 m3  <ul style="list-style-type: none"><li>- 8 robinets d'incendie armés de 40 mm de diamètre, dont 4 situés dans l'extension du centre de tri ;</li><li>- 2 robinets d'incendie armés de 40 mm de diamètre, installés au niveau de l'auvent n°3 ;</li><li>- 1 robinet d'incendie avec mousse au niveau des DEEE</li><li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, bien visibles et facilement accessibles, à raison d'un appareil pour 200 m2.</li><li>- des extincteurs à CO2 pour la protection des installations électriques ;</li><li>- un extincteur sur roues de 50 kg, à proximité de la zone de stockage et de distribution d'hydrocarbures,</li><li>- un système d'aspersion d'eau, positionné au-dessus de la presse et du broyeur, actionné par déclenchement manuel et un autre automatique</li><li>- un système d'aspersion sur chaque stocks.</li><li>- un système de détection automatique d'incendie, mise en place de 3 caméras de thermodétection</li><li>- un système d'alarme incendie avec détection relié à télésurveillance.</li></ul> Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge de façon à les repérer facilement.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Conformité aux plans et données du dossier - Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2011, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations seront implantées, réalisées et exploitées selon les dispositions détaillées dans les études d'impact et de dangers et conformément aux plans, autres documents et engagements présentés par l'exploitant dans le dossier de la demande d'autorisation et les dossiers complémentaires fournis les 5 août 2010, 11 octobre 2010 et 26 novembre 2010, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Par application de l'article R 512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.  Article 1 de l' arrêté préfectoral de mise en demeure n°18.142N du 17 octobre 2018: La société PAPREC RESEAU dont le siège social se trouve 39, rue de Courcelles – 75008 Paris, est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son site industriel situé à Pujaut de respecter les dispositions des articles 1.6 et 3.5 de l'arrêté préfectoral n° 11.058 N du 16 mai 2011 susvisé et notamment de l'étude de dangers n°ver-2/20/11/2010.  L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 14 janvier 2022 afin de régulariser des changements de modalité d'exploitation. Paprec Méditerranée souhaite modifier l'activité précédemment exploitée et autorisée par : <ul style="list-style-type: none"><li>- La suppression de l'activité de broyage de bois ;</li><li>- L'admission de certains déchets entrants en code déchets dangereux ;</li><li>- La mise en place d'une activité de transit et regroupement de déchets d'éléments d'ameublement (DEA) ;</li><li>- La réorganisation des stockages sur le site ;</li><li>- L'augmentation de la capacité de stockage de certains déchets à un instant T.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les stocks correspondent en volume et position à l'étude de dangers actualisée dans le porter à connaissance du 14 janvier 2022 en cours de traitement. Des simulations d'incendie ont été réalisées pour chaque îlot afin de s'assurer de l'absence d'effets létaux en dehors du site et de l'absence d'effet domino.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet